

eut été un allié extrêmement incertain, profondément perfide. Sa pensée principale eut consisté à passer rapidement du combat ou du semi-combat à l'entente avec les capitalistes. Mais les masses mises en mouvement, même les masses social-démocrates, ne s'arrêtent pas aussi facilement que des préfets de police offensés. Le rapprochement entre les ouvriers social-démocrates et communistes par la lutte aurait donné aux dirigeants du P.C. une influence beaucoup plus large sur ceux-ci, particulièrement en face du danger commun. Et c'est en cela que consiste précisément le but final du front unique.

* * *

Réduire toute la politique du prolétariat à des accords avec les organisations réformistes ou, pis encore, à la solution abstraite de « l'unité », seuls le peuvent des centristes invertébrés du type du S.A.P. Pour les marxistes, la politique du front unique est seulement une des méthodes au cours de la lutte des classes. Dans des conditions données, cette méthode est complètement inutilisable : il serait insensé de vouloir conclure un accord avec les réformistes pour l'accomplissement de la révolution socialiste. Mais il y a des conditions dans lesquelles le refus du front unique peut ruiner le parti révolutionnaire pour beaucoup d'années. Telle est la situation dans l'Allemagne actuelle.

Comme nous le disions plus haut, le front unique cache les plus grandes difficultés et dangers à l'échelle internationale où il est plus difficile de formuler les tâches pratiques et d'organiser le contrôle des masses. Telles sont avant tout les choses dans la question de la lutte contre la guerre. Les perspectives d'actions communes sont ici beaucoup plus réduites, les possibilités des réformistes et des pacifistes de fuir et de duper beaucoup plus grandes. Nous ne voulons pas affirmer par cela que le front unique soit exclu dans ce domaine. Au contraire, nous avons exigé que l'I.C. se tourne directement et immédiatement vers la II^e Internationale et l'Internationale d'Amsterdam avec la proposition d'un congrès commun contre la guerre. La tâche de l'I.C. aurait alors consisté à élaborer des obligations concrètes possibles, applicables aux différents pays et en différentes circonstances. Si la social-démocratie avait dû participer à un tel congrès, la question de la guerre pourrait, avec une politique juste de notre part être comme un coin acéré introduit dans les rangs de celle-ci.

La première condition à cela : clarté la plus complète, politiquement comme organisation. Il s'agit d'un accord d'organisation de millions de prolétaires qui, aujourd'hui encore, sont séparés par de profondes oppositions de principe. Aucune sorte d'intermédiaires équivoques, aucune mascarade diplomatique, et aucune formule pacifiste creuse !

Mais l'I.C. cette fois-ci aussi a trouvé juste de contrevenir à l'A.B.C. du marxisme : pendant qu'elle refuse d'entrer en pourparlers publics avec les Internationales réformistes, elle entrouvre des tractations dans la coulisse avec Frédéric Adler par... l'homme de lettres et le confusionniste pacifiste de premier ordre Henri Barbusse. En résultat de cette politique, Barbusse rassembla à Amsterdam des organisations et des groupes communistes semi-masqués ou « amis », « sympathisants » en commun avec les individualités pacifistes de tous les pays. Les plus honnêtes et les plus sincères parmi ceux-ci — et c'en est la minorité — peuvent se dire chacun pour soi : « Moi et ma confusion ». Qui a besoin de cette mascarade, de cette foire de vanité d'intellectuels, de cette munzenbergiade qui se transforme en une charlatanerie politique directe ? (1).

Telle est la seule façon juste d'aborder la question, aujourd'hui en 1932, après quinze années d'existence des Soviets, après quatorze années de convulsions de la république capitaliste allemande.

Retournons donc à Prague. Cinq mois après la parution de l'article commenté ci-dessus, le même journal imprima l'article d'un des dirigeants du Parti, Kl. Gottwald, qui porte le caractère d'un appel aux ouvriers tchèques des diverses tendances pour des accords de lutte. Le danger fasciste menace toute l'Europe centrale ; seule l'unification du prolétariat peut abattre l'assaut de la réaction ; on ne doit pas perdre de temps, il est déjà « midi moins cinq ». L'appel est écrit très passionnément. Seulement Gottwald proteste d'une façon regrettable, à la suite de Seydewitz et de Thaelmann, qu'il ne poursuit pas les intérêts du Parti mais les intérêts de la classe : une telle opposition ne convient pas du tout dans la bouche d'un marxiste. Gottwald stigmatise le sabotage des chefs social-démocrates. Il est superflu de dire qu'ici la vérité est entièrement de son côté. Malheureusement, l'auteur ne dit rien directement sur la politique du C.C. du P.C. allemand : manifestement, il ne se résoud pas à la défendre, mais aussi il ne se hasarde pas à la critiquer. Gottwald lui-même entame la question douloureuse à vrai dire pas résolument mais cependant d'une façon à peu près juste. Après avoir engagé les ouvriers des différentes tendances à s'entendre dans

(1) Le fait que les brandlériens (voir leur *Tri-bune* de Stuttgart du 27 août) se sont soigneusement distingués de nous aussi dans cette question et ont... soutenu la mascarade de Staline, Manouïlsky, Losowsky, Munzenberg, ne nous étonne pas le moins du monde. Après avoir montré leur modèle de politique de front unique en 1923 en Saxe, Brandler-Thalheimer ont soutenu la politique stalinienne envers le Kuomintang et le Comité anglo-russe. Comment pourraient-ils laisser échapper la possibilité de se placer sous le drapeau de Barbusse ? Autrement, leur physionomie politique ne serait vraiment pas achevée.

les entreprises, Gottwald écrit : « Beaucoup de vous diront peut-être : Unissez-vous « en haut » ; nous « en bas » nous entendrons déjà facilement. Nous croyons, poursuit l'auteur, que l'important est que les ouvriers s'entendent « en bas ». Et en ce qui concerne les chefs : nous avons déjà dit que nous nous lierons même avec le diable si ce sera seulement contre la classe dominante et dans l'intérêt des ouvriers. Et nous vous disons ouvertement : si vos chefs abandonnent, fut-ce un instant, leur alliance avec la bourgeoisie, marchent réellement fut-ce dans une question contre la classe dominante — nous saluerions cela et nous les soutiendrions dans cette action. »

Ici, presque tout le nécessaire est dit et à peu près comme il doit être dit. Gottwald n'a même pas oublié de rappeler le diable dont le nom soulevait, cinq mois auparavant, la pieuse indignation de la rédaction du *Rude Pravo*. Il est vrai que Gottwald n'a pas fait attention à la grand-mère du diable. Mais, laissons-la en paix : dans l'intérêt du front unique, nous sommes prêts à la sacrifier. Peut-être Gottwald sera-t-il prêt de son côté à consoler la vieille offensée en mettant à son entière disposition l'article du *Rude Pravo* du 27 février accompagné du « rabeor » de l'encrier ?

Les considérations politiques de Gottwald sont, nous l'espérons, applicables non seulement à la Tchécoslovaquie, mais aussi à l'Allemagne. Cela aussi aurait dû être dit. D'autre part, ni à Berlin ni à Prague, la direction du Parti ne peut se limiter à la simple déclaration qu'elle est prête au front unique avec la social-démocratie, mais elle doit le prouver d'une manière active, entreprenante, bolchevique, par des propositions et des actions pratiques tout à fait définies. C'est cela même que nous demandons.

Grâce au fait que l'article de Gottwald a un caractère réaliste et non ultimiste, il trouva aussitôt un écho chez les ouvriers social-démocrates : le 31 juillet, dans le *Rude Pravo*, parut entre autres une lettre d'un imprimeur sans travail récemment revenu d'Allemagne. La lettre révèle un ouvrier démocrate indubitablement atteint des préjugés du réformisme. Il est d'autant plus important d'examiner de quelle façon la politique du P.C. allemand se reflète dans sa conscience. « Lorsqu'à l'automne de l'année dernière, écrit l'imprimeur, le camarade Breitscheid adressa au P.C. la proposition de commencer des actions communes avec la social-démocratie, il s'attira de la *Rote Fahne*, une véritable explosion de rage. Alors, les ouvriers social-démocrates se sont dit : « Maintenant, nous savons combien sérieuses sont les vues des communistes sur le front unique ».

Voilà l'opinion réelle d'un ouvrier. Une telle opinion contribue plus à la solution de la question que des douzaines d'articles de plumitifs sans principe. En fait, Breitscheid n'avait proposé aucune sorte de front unique. Il offensa seulement la bourgeoisie par la possibilité d'actions communes avec les communistes. Si le C. C. du P. C. avait

posé aussitôt la question sur le tranchant du couteau, la direction du parti social-démocrate eut été placée dans une situation difficile. Mais le C.C. du P.C. se dépêcha comme toujours de se mettre lui-même dans une situation difficile.

Dans la brochure *Ei maintenant ?*, j'écrivis précisément sur l'avance de Breitscheid : « N'est-il pas clair qu'il fallait se saisir immédiatement des deux mains de la proposition diplomatique et équivoque de Breitscheid, en soumettant de son côté un programme pratique concret et bien étudié de lutte contre le fascisme et en demandant une séance commune des directions des deux partis avec la participation de la direction des syndicats libres ? Il fallait en même temps faire pénétrer énergiquement ce programme à la base, à tous les étages des deux partis et dans les masses ».

En écartant le ballon d'essai des chefs réformistes, le C. C. du P.C. transforma dans la conscience des ouvriers social-démocrates la phrase équivoque de Breitscheid en une proposition directe de front unique et inspira aux ouvriers social-démocrates la conclusion suivante : « les nôtres veulent des actions communes, mais les communistes sabotent ». Peut-on s'imaginer une politique plus erronée et plus stupide ? Pouvait-on mieux soutenir la manœuvre de Breitscheid ? La lettre de l'imprimeur de Prague montre avec une évidence remarquable que Breitscheid a, avec l'aide de Thaelmann, complètement atteint son but.

Le *Rude Pravo* cherche à montrer une contradiction et une confusion parce que dans un cas nous repoussons un accord, mais que dans l'autre nous l'admettons, et nous estimons nécessaire de définir à nouveau chaque fois les mots d'ordre et les méthodes de l'accord d'après les circonstances concrètes. Le *Rude Pravo* ne comprend pas que dans la politique comme dans tous les autres domaines sérieux, on doit bien savoir : *quoi, quand, où et comment*. Il n'est pas non plus nuisible de comprendre : *pourquoi*.

Dans notre *Critique du programme de l'I. C.* (1), nous avons établi il y a quatre années quelques règles élémentaires de la politique du front unique. Nous n'estimons pas inutile de les rappeler ici :

« Le réformisme contient toujours la possibilité d'une trahison. Mais cela ne signifie pas encore que réformisme et trahison s'identifient à chaque instant. Il peut y avoir des accords provisoires avec les réformistes quand ceux-ci font un pas en avant. Mais quand effrayés par le développement du mouvement ils le trahissent, maintenir la coalition formée avec eux équivaut à tolérer d'une façon criminelle les traitres et dissimuler la trahison.

« Voici la règle la plus importante, règle

(1) Voir *L'Internationale Communiste après Lénine*, 1 vol. Rieder, éd.